



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**INSTITUTION
NATIONALE DES
INVALIDES**

FOURNITURE DE SYSTÈMES ET D'ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS D'APPAREILLAGES EXTERNES POUR PERSONNES ATTEINTES D'UN HANDICAP PHYSIQUE TEMPORAIRE OU DÉFINITIF

Accord-cadre multi-attributaires

passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert (L2124-2) en application des dispositions des articles L1111-3 (marché de fournitures), L2 (contrat onéreux en matière de travaux, fournitures et services avec un ou plusieurs opérateurs économiques), L2125-1-1° (Accord-cadre- présélection d'un ou plusieurs opérateurs économiques- durée 4 ans), R2112-6_1°(Prix unitaires), R2162-13 à R2162-14 (A-C à bons de commande), R2162-4_2°(A-C à montant maximum uniquement), R2124-2-1°(appel d'offre ouvert), R2161-2 à R2161-5 (marché formalisé-délais-examen des offres, L2125-1 1°(Durée maximum de l'accord-cadre_ A-C), R2112-4 deuxième alinéa (reconduction tacite) , R2162-1 à R2162-6 (dispositions générales de l'accord-cadre) du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES N° 2024 10

Code CPV

33180000-5 (Assistance fonctionnelle) – LA29-7 (À usage orthopédique)

Constitution du document

Le présent document comprend 21 feuillets numérotés de 1 à 21

SOMMAIRE

ARTICLE 1	CORRESPONDANTS DES PARTIES	4
1.1	Représentation de la personne publique.	4
1.1.1	L'acheteur	4
1.1.2	Le service en charge du suivi et du contrôle de l'exécution de l'accord-cadre.....	4
ARTICLE 2	DESCRIPTION DU MARCHÉ	4
2.1	Objet du marché.....	4
2.2	Nature du marché	4
2.3	Forme du marché	4
2.4	Décomposition en lots	5
2.5	Décomposition en tranches	5
2.6	Établissements bénéficiaires	5
2.7	Mode de passation	5
2.8	Durée du marché	5
ARTICLE 3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
3.1	Pièces particulières	6
3.2	Pièces générales	6
ARTICLE 4	DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
4.1	Titulaire établi en France	6
4.2	Titulaire établi à l'étranger.	7
ARTICLE 5	INTERVENANTS.....	7
5.1	Conduite du marché à l'Institution nationale des Invalides.....	7
5.2	Effectif du titulaire.....	8
5.3	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	8
ARTICLE 6	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	8
ARTICLE 7	DEVOIR DE CONSEIL.....	9
ARTICLE 8	ASSURANCES	9
ARTICLE 9	CONFIDENTIALITÉ.....	9
ARTICLE 10	TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	9
ARTICLE 11	CATALOGUES PÉRIODIQUES	10
ARTICLE 12	ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET COMMERCIALE.....	10
12.1	Recherche et innovation	10
12.2	Suppression d'une référence – Désinscription de la LPPR.....	10
ARTICLE 13	CODIFICATION DES PRODUITS	10
ARTICLE 14	FICHES TECHNIQUES – CERTIFICATS UE	11
ARTICLE 15	MATÉRIOVIGILANCE.....	11
ARTICLE 16	LIVRAISONS – EMBALLAGES – BONS DE LIVRAISON	11
16.1	Adresses et modalités de livraisons sur les sites de l'INI	12
ARTICLE 17	CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 18	PÉNALITÉS.....	13
ARTICLE 19	GARANTIE ET VICES CACHÉS	13
ARTICLE 20	PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES	13
20.1	Type des prix.....	13
20.2	Contenu des prix pour les catalogues franco de port ou transport/livraison inclus	14
20.3	Contenu des prix pour les catalogues hors frais de transport/livraison	14
20.4	Prix sur catalogue	14
20.5	Mise à disposition d'un composant pour essai par un patient	15
20.6	Modalités d'établissement des bons de commande.....	15
20.7	Unité monétaire – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	16
20.8	Variation dans les prix	16
20.9	Modalités de facturation.....	16
20.10	Modalités de dépôt des factures	17
20.11	Délai global de paiement et intérêts moratoires	17

ARTICLE 21 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	18
21.1 <i>Retenue de garantie</i>	18
21.2 <i>Avance</i>	18
ARTICLE 22 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCE	18
ARTICLE 23 MODIFICATION, CHANGEMENT DU TITULAIRE	18
ARTICLE 24 CESSIION DU MARCHÉ PUBLIC	18
ARTICLE 25 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	19
ARTICLE 26 RÉSILIATION.....	19
ARTICLE 27 FORCE MAJEURE.....	19
ARTICLE 28 LITIGES.....	19
28. 1 <i>Recours gracieux</i>	19
28.2 <i>Règlement amiable des litiges et des différends</i>	20
28.3 <i>Recours contentieux</i>	20
ARTICLE 29 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20

ARTICLE 1 CORRESPONDANTS DES PARTIES

1.1 Représentation de la personne publique.

1.1.1 L'acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/FCS l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre et il est en particulier le seul pour les prolongations de délais émises en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS, les sursis de livraison, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, admission avec réfaction, rejet, résiliation, suspension de tout ou partie des prestations en application de l'article 24 du CCAG/FCS).

Les coordonnées de l'acheteur sont :

L'Institution nationale des Invalides, établissement public à caractère administratif régi par les dispositions des articles L.621-1 à L.622-8 et R.621-1 à R.622-22 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre – SIRET № 180 007 023 00013 - APE № 8610Z - № de TVA Intracommunautaire FR62 180 007 023 –, dont le siège social est Institution nationale des Invalides, 6 boulevard des Invalides, CS 70807, 75700 Paris CEDEX 07 – France, représentée par le médecin général inspecteur Sylvain AUSSET directeur, nommé par décret du 01 juillet 2024.

1.1.2 Le service en charge du suivi et du contrôle de l'exécution de l'accord-cadre

Les personnes habilitées à suivre, à contrôler l'exécution des prestations, à assurer le pilotage et le suivi au quotidien des prestations du marché, ainsi qu'à établir la constatation du service fait sont :

- pour le CERAH le chef d'atelier, responsable de l'unité d'appareillage et la secrétaire administrative,
- pour le CRPT, les orthoprothésistes.

Les coordonnées des personnes seront transmises aux titulaires.

ARTICLE 2 DESCRIPTION DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de systèmes et d'éléments constitutifs d'appareillages externes pour personnes atteintes d'un handicap physique temporaire ou définitif, soit à l'achat, soit en mise à disposition (sur une durée limitée) pour la constitution de prothèses et/ou d'orthèses des membres inférieurs et/ou supérieurs de la tête et du tronc.

Code CPV : 33180000-5 (Assistance fonctionnelle) – LA29-7 (À usage orthopédique).

2.2 Nature du marché

Le présent marché est un marché de fournitures au sens de l'article L1111-3 du Code de la commande publique.

2.3 Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre conclu en application du 1° de l'article L2125-1 du Code de la commande publique (CCP) et il est multi-attributaires comme le permet l'article L2 de ce même code.

Il est conclu à prix unitaires au sens du 1° de l'article R2112-6 du CCP.

Il est exécuté par l'émission de bons de commande, dont les prix sont fixés aux catalogues de chacun des fournisseurs attributaires, conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du CCP.

En application du 2° de l'article R2162-4 du CCP, il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent CCAP et dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.4 Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloté car les fournitures objets du besoin sont homogènes. En revanche, il est multi-attributaires. Les attributaires sont susceptibles de couvrir tout ou partie des besoins nécessaires pour concourir à la réalisation des appareillages pour personnes handicapées que l'INI réalise dans le cadre de ses missions. Allotir le marché complexifierait les relations avec ces fournisseurs hautement spécialisés et risquerait d'exclure certains d'entre eux, indispensables.

2.5 Décomposition en tranches

Sans objet.

2.6 Établissements bénéficiaires

Les composants objets du présent marché peuvent être commandés par :

- le Centre d'études et de recherche pour l'appareillage des handicapés (CERAH), service de l'Institution nationale des Invalides situé à Woippy, dont l'adresse est :

INI/CERAH
1, Bellevue
BP 50719
57140 WOIPPY

N° de SIRET du CERAH : 180 007 023 00047.

- le Centre de réhabilitation post-traumatique (CRPT) et le CERAH, service de l'Institution nationale des Invalides situé à Paris, dont l'adresse est :

INI/CRPT/ CERAH
6, boulevard des
Invalides CS 70807
75700 PARIS Cedex 07

N° de SIRET du CRPT : 180 007 023 00013.

2.7 Mode de passation

Marché public passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2-1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

2.8 Durée du marché

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification.

La durée initiale du présent accord-cadre, c'est-à-dire sa durée de validité avant toute reconduction, est de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit trois fois douze mois, de manière tacite par le pouvoir adjudicateur sans que sa durée totale excède quatre (4) ans, conformément au 1° de l'article L2125-1 du Code de la commande publique. Les attributaires ne peuvent s'y opposer conformément au deuxième alinéa de l'article R2112-4 de ce même code.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision à chacun des attributaires par lettre recommandée avec accusé réception ou par courrier électronique dans un délai de trois (3) mois avant la date d'échéance. En cas de non reconduction, les attributaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, classées par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (A.E.) signé par le titulaire et l'acheteur et ses annexes financières :
 - le(s) catalogue(s) périodique(s) de chacun des titulaires transmis dans leur offre initiale et annuellement en cours d'exécution de l'accord-cadre, dans lesquels figurent les prix pour chaque matériel,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- les dispositions du mémoire technique justificatif de l'opérateur économique titulaire qui ne contredisent pas les dispositions des pièces de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Les documents originaux conservés dans les locaux de la personne publique font, seuls, foi.

Les conditions générales de vente des opérateurs économiques attributaires ne sont pas applicables dans le cadre du présent accord-cadre. Seules les dispositions du Code de la commande publique et les documents énoncés ci-dessus le sont.

3.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO le 01 avril 2021. Le document applicable est celui en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, soit le mois de la date limite de remise des offres précisée sur la première page du règlement de consultation du présent marché,
- le règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux, modifiant la directive 2001/83/CE, le règlement (CE) N° 178/2002 et le règlement (CE) N° 1223/2009 et abrogeant les directives du Conseil 90/385/CEE et 93/42/CEE, et ses annexes,
- le règlement sur les dispositifs médicaux (MDR) (2017/745), tant qu'il reste en vigueur.

Les attributaires ne peuvent se prévaloir dans l'exercice de leur mission d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, tout texte administratif national applicable dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant leur activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent des autres pièces contractuelles.

ARTICLE 4 DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Titulaire établi en France

Conformément à l'article D8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) le numéro unique d'identification prévu par l'article L. 123-34 du code du commerce et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (numéro SIREN) du candidat et des

membres du groupement d'opérateurs économiques ;

- b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- c) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

4.2 Titulaire établi à l'étranger.

Conformément à l'article D8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

- a) un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- b) un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- c) pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés supra sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

La non remise de ces documents peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 INTERVENANTS

5.1 Conduite du marché à l'Institution nationale des Invalides

La conduite du marché, au sens de l'article 3.3 du CCAG-FCS, est assurée par :

- le responsable du Pôle appareillage du CERAH
Tél : 01.40.63.24.63 ou 01.40.63.22 62 :
Courriel : cerah-appareillage@invalides.fr
- le responsable du Pôle appareillage du CRPT à Paris :
Tél : 01.40.63.24.63 ou 01.40.63.22 62
Courriel : cerah-appareillage@invalides.fr

Le suivi administratif et financier est effectué par :

- le Pôle Financier, CERAH à Woippy :
Courriel : commun.saa@invalides.fr
- le service des marchés, INI à Paris :
marche.saa@invalides.fr

5.2 Effectif du titulaire

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre.

Chaque titulaire a l'obligation de désigner un chargé de suivi d'affaires francophone, délégué commercial pouvant se déplacer sur le territoire français, notamment pour un service avant-vente et un service après-vente. Celui-ci est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Si en cours d'exécution du présent marché, ce chargé de suivi d'affaires venait à être remplacé, le titulaire concerné a obligation :

- d'en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur, de lui communiquer dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait à la personne représentant le pouvoir adjudicateur le nom, les titres ainsi que les coordonnées du remplaçant, possédant une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue,
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'entrouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, en cours d'exécution du présent marché, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le remplaçant présenté dans un délai de 20 jours à compter de la réception des informations le concernant. L'attributaire concerné doit alors proposer un nouveau remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

5.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Chaque titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Chaque attributaire ne peut se prévaloir d'une défection de ses personnels pour remettre en cause les échéances du marché.

Chaque attributaire s'engage à garantir la personne publique contre tout recours qui pourrait être exercé contre l'administration du fait de sa responsabilité.

ARTICLE 6 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Conformément à l'article 16.2 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de signature de l'accord-cadre par ses soins.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat.

Enfin, dans l'hypothèse où le titulaire est amené à remettre des supports papier au titre du présent contrat (lors des réunions par exemple), le papier recyclé doit être utilisé dès lors qu'il est disponible. A défaut, le papier utilisé doit être intégralement issu de forêts gérées durablement.

ARTICLE 7 DEVOIR DE CONSEIL

Les titulaires reconnaissent être tenus à une obligation de conseils, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier ils s'engagent à informer le représentant de l'Institution nationale des Invalides des risques d'une réparation envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention, et de toute nouvelle réglementation.

ARTICLE 8 ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG/FCS, il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de la garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre et en complément des dispositions de l'article 4 du présent CCAP, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9 CONFIDENTIALITÉ

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Chaque titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives au pouvoir adjudicateur dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent accord-cadre. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

L'INI accepte que les titulaires puissent faire état du fait qu'ils assurent une prestation pour son compte.

Les informations communicables se limitent à la raison sociale de l'Institution nationale des Invalides, à l'objet général du marché, et à son montant.

ARTICLE 10 TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire s'engage à ce que ne soit effectué aucun traitement de données à caractère personnel au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 (dite « loi informatique et libertés ») dans sa dernière version en vigueur, modifiée notamment par la loi N° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et transposant en droit français le règlement (UE) N° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Chaque titulaire communique à l'Institution nationale des Invalides le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions. Le contact de la déléguée à la protection des données de l'Institution nationale des Invalides est : Déléguée à la Protection des Données Personnelles deleguee_donnees_personnelles@invalides.fr.

ARTICLE 11 CATALOGUES PÉRIODIQUES

Les composants objets du présent marché sont exclusivement ceux référencés sur les catalogues fournis par les titulaires.

Chaque titulaire fournit périodiquement, et a minima chaque année pour l'année civile qui suit, les catalogues en vigueur recensant l'ensemble des matériels toujours disponibles ou nouveaux qu'il propose, à jour des tarifs publics en vigueur, sous format électronique PDF.

Les catalogues sont envoyés par courriel aux **trois** adresses listées à l'article 5.1 supra, ainsi qu'à l'adresse : agencecomptable.ini@invalides.fr

Des exemplaires papiers sont fournis au CERAH à Woippy ainsi qu'au CRPT à Paris.

ARTICLE 12 ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET COMMERCIALE

12.1 Recherche et innovation

La technologie dans le domaine de l'appareillage orthopédique évolue continuellement. Les composants du présent marché doivent pouvoir bénéficier de ces évolutions. Les nouveaux dispositifs commercialisés durant la période de validité du présent marché par les titulaires doivent faire l'objet d'une information systématique de l'INI, par le biais d'une communication ciblée ou par l'envoi de catalogue(s) mis à jour.

L'opérateur économique titulaire d'un bon de commande s'engage à avertir l'INI, par courrier et avant la livraison, des modifications techniques du ou des produit(s) commandé(s) qui auraient pu survenir depuis la transmission du catalogue au pouvoir adjudicateur. L'INI peut, si ces modifications techniques remettent en cause la prescription médicale, annuler sa commande sans que l'opérateur économique ne puisse obtenir une indemnité.

12.2 Suppression d'une référence – Désinscription de la LPPR

En cas de suppression de référence (arrêt de fabrication d'un produit), l'opérateur économique s'engage à en informer l'INI dans les plus brefs délais.

Certains composants du présent marché sont inscrits sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR). En cas de désinscription de ces dispositifs, le titulaire du présent marché devra en informer par courrier les bénéficiaires.

ARTICLE 13 CODIFICATION DES PRODUITS

Les fournisseurs, pour la codification de leurs produits et de leurs unités logistiques, doivent utiliser le système d'identification unique des dispositifs (dit système IUD), comprenant un identifiant « dispositif » IUD (IUD-ID) et un identifiant « production » IUD (IUD-IP), et permettant une recherche d'information dans la base de données européenne EUDAMED, conformément au Règlement (UE) 2017/745. L'IUD doit être sur l'étiquette du dispositif et sur son conditionnement.

Ce code devra être représenté par un symbole lisible et exploitable de façon automatique (code barre ou Datamatrix) sur le conditionnement des produits, si le dispositif bénéficie de ce référencement.

Tous les composants fournis dans le cadre du présent marché doivent être identifiés par un étiquetage portant les identifiants du système IUD, le numéro de série et/ou le lot de fabrication. **Cette étiquette doit être pelable afin d'être archivée dans le dossier médical personnalisé du destinataire du composant.**

ARTICLE 14 FICHES TECHNIQUES – CERTIFICATS UE

Pour chaque produit fourni, le titulaire du bon de commande devra impérativement fournir la fiche technique conforme à l'annexe II du Règlement (UE) 2017/745, dans la mesure du possible rédigée en langue française, de chaque produit livré. Une version électronique est souhaitable. Ces fiches indiqueront notamment :

- le numéro IUD-ID du dispositif concerné,
- les références,
- les matériaux de fabrication,
- les caractéristiques techniques détaillées,
- les référentiels de bon usage (LPP, HAS, ANSM...) et recommandations d'utilisation, de montage...,
- les précautions d'emploi : particularités de montage et d'utilisation du produit, incompatibilités, manipulations déconseillées, procédés de recyclage conseillés...

Les titulaires certifient que les erreurs susceptibles d'être commises lors du montage et du remontage de certaines pièces et qui peuvent engendrer des risques, sont rendues impossibles par la conception et la construction de ces pièces ou, à défaut, grâce aux indications figurant sur les pièces elles-mêmes et/ou sur leur enveloppe. Ces indications figurent aussi sur les éléments mobiles et/ou sur leur enveloppe lorsqu'il est nécessaire de connaître le sens du mouvement pour éviter un risque.

Le titulaire du bon de commande fournit en outre obligatoirement, si ces informations ne sont pas disponibles sur la base de données EUDAMED via le numéro unique d'identification IUD-ID du produit :

- le certificat UE de vérification du dispositif concerné, délivré par un organisme notifié, conformément à l'annexe XI du Règlement (UE) 2017/745,
- le certificat UE relatif au système de gestion de la qualité propre au dispositif concerné, délivré par un organisme notifié, conformément au chapitre I l'annexe IX du Règlement (UE) 2017/745,
- la documentation technique relative à la surveillance après commercialisation du dispositif concerné, conforme à l'annexe III du Règlement (UE) 2017/745 et, le cas échéant, le certificat d'évaluation UE de la documentation technique délivré par un organisme notifié, conformément au chapitre III de l'annexe IX du Règlement précité.

ARTICLE 15 MATÉRIOVIGILANCE

En application des dispositions des articles R5212-25 à R5212-34 du Code de la santé publique et conformément au Règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017, chaque titulaire a à sa charge, et cela pendant toute la durée de vie du produit qu'il a fourni, les modifications rendues nécessaires par la mise en œuvre de mesures conservatoires émanant des textes ministériels (circulaires, arrêtés, décrets...) ou de ses propres recommandations.

En cas de procédure de matériovigilance, suite au rappel d'un produit défectueux, le titulaire pourra, à la demande de l'INI, fournir un produit équivalent.

ARTICLE 16 LIVRAISONS – EMBALLAGES – BONS DE LIVRAISON

Chaque bon de commande précisera le lieu et le délai de livraison.

Le délai de livraison commence à partir de la date de notification du bon de commande. Le délai de livraison ne peut dépasser 10 jours calendaires pour les produits disponibles en catalogue.

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Les produits voyagent aux risques et périls du titulaire du bon de commande. Les conditions de transport doivent être conformes à la réglementation en cours à la date de livraison, et garantir l'intégrité des produits livrés ainsi que leur traçabilité.

Les fournitures sont à livrer sous emballage fermé solide et adapté. Les emballages doivent comporter

l'identification du fournisseur et le numéro IUD-ID du produit qu'il contient sous forme de code barre ou de Datamatrix.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages deviennent la propriété de l'Institution nationale des Invalides à l'admission des prestations.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-FCS, le titulaire, même s'il n'exécute pas lui-même l'expédition des fournitures, a la charge et la responsabilité de la bonne arrivée des fournitures qui lui ont été commandées au titre du présent marché :

- à l'adresse indiquée sur le bon de commande dans le cas d'un envoi postal ;
- jusque dans le local précisé sur le bon de commande dans le cas d'une livraison par porteur ou transporteur.

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison sur lequel figureront a minima les informations suivantes :

- l'identification du fournisseur,
- la référence du marché et du bon de commande,
- la date d'expédition,
- l'identification et la quantité des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis,
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- les articles restant à livrer sur le même bon de commande, le cas échéant, avec la date de livraison attendue.

16.1 Adresses et modalités de livraisons sur les sites de l'INI

16.1.1 INI à Paris

Livraison au magasin central (en rez-de-chaussée)

6, boulevard des Invalides 75007 PARIS

Tél : 01.40.63.22.55 (magasin central)

Horaires : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.

En cas de déménagement du magasin central en cours d'exécution du marché, contacter la centrale téléphonique au 01.40.63.22.22 et demander d'être mis en relation avec le magasin central.

16.1.2 INI/CERAH à Woippy

1, Bellevue

57140 WOIPPY

GPS : 49.172N – Longitude :

6.153E Tél : 03.87.51.30.30

Horaires : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

ARTICLE 17 CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion de chaque livraison par le titulaire d'un bon de commande. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- le respect des quantités et de la qualité des matériels livrés ;
- la qualité de l'emballage des matériels livrés ;
- le respect du délai de livraison.

L'admission des fournitures intervient à la suite des vérifications.

L'Institution nationale des Invalides (le CERAH) a, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, trois (3) semaines pour effectuer les vérifications quantitatives et qualitatives des produits livrés. Passé ce délai, les livraisons

effectuées sont réputées admises.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété, conformément à l'article 31 du CCAG/FCS.

En cas de rejet, les frais de retour du ou des produit(s) est (sont) à la charge du titulaire du bon de commande.

ARTICLE 18 PÉNALITÉS

Les pénalités et leurs montants sont ceux fixés ci-dessous.

Si des difficultés dans l'exécution des prestations étaient imputables à l'établissement public de l'Institution nationale des Invalides ou à un cas de force majeure, les pénalités ne seraient pas appliquées.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article du contrat ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Le montant des pénalités dues est arrêté chaque trimestre. Les pénalités sont déduites du total TTC du montant de la facture. Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (Instruction BOI3-B-1-06 du 25 janvier 2006 de la Direction Générale des Impôts).

Le cas échéant, les pénalités peuvent également être recouvrées par émission d'un ordre à recouvrer. Le cas échéant, toute mise en demeure est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des engagements contractuels, le titulaire encourt, sur simple constatation de l'établissement public, des pénalités dans les cas suivants :

- En cas de retard dans la livraison d'une commande, une pénalité de 30 € par jour de retard.
- En cas de retard dans la livraison d'un composant venant en remplacement d'une pièce défectueuse dans le cadre de la garantie, une pénalité de 20 € par jour de retard.

ARTICLE 19 GARANTIE ET VICES CACHÉS

La totalité des fournitures est garantie pendant une période minimum de six (6) mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

La durée de vie minimum sans dégradation des performances attendues est de 5 à 6 ans pour les matériels suivants :

- électronique bénéficiant d'une extension de garanti au minimum de 5 ans.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité des fournitures qui seraient reconnues défectueuses dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la personne publique notifie au titulaire les anomalies constatées. La garantie couvre tout vice de confection ou de malfaçons notoires ainsi que toute défectuosité des matières utilisées.

La garantie couvre également les frais consécutifs :

- au conditionnement ;
- à l'emballage et au transport « aller et retour » rendus nécessaires par la remise en état ou le remplacement de matériels défectueux.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état ou remplacements.

La garantie ne couvre que les détériorations qui résultent d'une utilisation normale des fournitures entretenues conformément aux prescriptions du titulaire.

Les frais de transport relatifs au retour des pièces défectueuses et de livraison des pièces de remplacement sont à la charge du titulaire du bon de commande.

ARTICLE 20 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

20.1 Type des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

20.2 Contenu des prix pour les catalogues franco de port ou transport/livraison inclus

Le prix de règlement comprend toutes les charges et taxes en vigueur (hors TVA pour les fournisseurs se situant hors de France) frappant obligatoirement la prestation (frais éventuels d'importation inclus), les charges énumérées à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport (frais de port) jusqu'au lieu de livraison.

En complément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont donc réputés comprendre :

- les frais d'assurance,
- les frais de conditionnement et d'emballage,
- les frais éventuels d'importation,
- les frais de transport et de livraison,
- les frais de retour en cas d'accident dans le transport avant livraison ou en cas de dysfonctionnement,
- les éventuelles réunions, visites et contributions diverses,
- les travaux de secrétariat.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la commande sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

20.3 Contenu des prix pour les catalogues hors frais de transport/livraison

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS le prix de règlement n'inclut pas les frais liés au transport jusqu'au lieu de livraison pour les catalogues de prix dont la mention franco de port ou frais ou transport inclus n'apparaît pas.

Il comprend toutes les charges et taxes en vigueur (hors TVA pour les fournisseurs se situant hors de France) frappant obligatoirement la prestation (frais éventuels d'importation inclus), les charges énumérées à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, hormis les frais liés au transport, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement et à l'emballage.

En complément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont donc réputés comprendre :

- les frais d'assurance,
- les frais de conditionnement et d'emballage,
- les frais éventuels d'importation,
- les frais de retour en cas d'accident dans le transport avant livraison ou en cas de dysfonctionnement,
- les éventuelles réunions, visites et contributions diverses,
- les travaux de secrétariat.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la commande sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

20.4 Prix sur catalogue

Les catalogues des fournisseurs sont contractuels. Les prix du marché sont donc ceux du catalogue du titulaire en vigueur à la date de la commande.

En cas de mise à jour des tarifs au cours de l'année, un (1) exemplaire du (des) nouveau(x) catalogue(s) du titulaire concerné est à adresser systématiquement aux mêmes adresses que celles listées à l'article 10 supra et à envoyer au format électronique PDF.

Ce nouveau catalogue devient contractuel **15 jours après sa date de réception par le pouvoir adjudicateur.**

Les produits sont facturés par application des quantités livrées aux prix référencés sur les catalogues en vigueur à la date du bon de commande, s'ils correspondent au catalogue transmis à tous les services mentionnés à l'article 5.1.

20.5 Mise à disposition d'un composant pour essai par un patient

L'INI/CERAH peut demander à un titulaire de mettre à la disposition d'un de ses patients, pour essai, un élément ou un système constitutif d'une prothèse ou d'une orthèse, spécifiquement dédié à des tests sur des patients. Cette mise à disposition se fait pour une durée déterminée. Le CERAH et le fournisseur établissent un courrier écrit spécifiant l'ensemble des conditions dans lesquelles se fait cette mise à disposition, notamment sa durée et les stipulations financières dans les deux cas d'un essai concluant pour le patient, ou d'un essai non-concluant. Le composant utilisé pour le test est, à l'issue de celui-ci et dans tous les cas, restitué au fournisseur.

Cette mise à disposition peut être gratuite ou payante.

Dans le cas d'une mise à disposition payante, si l'essai n'est pas concluant, l'INI paie au fournisseur le montant prévu contractuellement pour la mise à disposition. Si l'essai s'avère concluant, l'INI commande au fournisseur un exemplaire neuf de ce composant, la somme payée pour la mise à disposition sera déduite sous forme d'un avoir lors de la commande.

20.6 Modalités d'établissement des bons de commande

Les prothèses et orthèses sur mesure destinées à un patient sont composées à partir de systèmes et d'éléments destinés à être assemblés en vue de constituer un appareillage. Ces systèmes et éléments ne peuvent être caractérisés que par un médecin de Médecine Physique et de Réadaptation ou un chirurgien orthopédiste pour l'appareillage des personnes malades ou atteintes d'un handicap, habilité à exercer ces spécialités conformément aux articles D4364-8 et suivants du Code de la santé publique (CSP). En application de l'article L4364-1 dudit code, la caractérisation de l'appareillage et le choix des systèmes et éléments qui le constituent sont définis par prescription médicale.

En conséquence, dans le cadre du présent accord-cadre, les modalités d'établissement des bons de commande des systèmes et éléments destinés à la constitution d'un appareillage sur mesure s'appuient exclusivement sur les critères médicaux définis, dans sa prescription médicale, par le médecin en charge du patient à appareiller, sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, conformément à l'article R2162-14 du Code de la commande publique.

Le bon de commande est donc établi sur la base de cette prescription médicale. Les

bons de commande sont écrits, signés, datés et numérotés.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date du bon de commande ;
- l'adresse de facturation ;
- l'identité du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) _ service émetteur du bon de commande ;
- date et le lieu de livraison des fournitures ;
- la nature et la description des fournitures ;
- les nom, adresse et coordonnées complètes du titulaire ;
- les références au catalogue du fournisseur ;
- le montant en euros HT de la commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant en euros TTC de la commande ;
- au bon de commande proprement dit, est joint soit le détail des prestations commandées, soit le devis préalablement établi par le titulaire.

Si la prestation nécessite l'intervention d'un sous-traitant, le devis du titulaire doit impérativement le préciser et une déclaration de sous-traitance (voir modèle DC4 joint au Dossier de Consultation des Entreprises _DCE) doit être jointe au devis.

Les bons de commande émis par la personne publique peuvent être notifiés aux titulaires pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié. Toutefois, les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme.

En cours d'exécution, dans le cas où plusieurs titulaires peuvent fournir un matériel constitutif d'une prothèse ou un matériel dédié à la réparation d'une prothèse, à caractéristiques techniques et à prix unitaire équivalent c'est le matériel dont le délai de livraison est le plus court qui sera commandé.

20.7 Unité monétaire – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les prix sont établis en euros.

Les fournitures livrées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée française au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

Les fournisseurs issus d'un état membre de la Communauté Européenne peuvent libeller leur facture en euros hors taxes (€ HT), sans la TVA, aux conditions qu'ils fassent figurer sur leur facture la mention « *"Autoliquidation" : exonération de TVA selon l'article 262 ter I du CGI ou l'article 138 de la directive 2006/112/CE* » et qu'ils indiquent obligatoirement leur numéro de TVA Intracommunautaire (VAT number).

20.8 Variation dans les prix

Conformément à l'article 11 mentionné supra, les titulaires transmettent leur nouveau catalogue de prix périodiquement et a minima chaque année.

Ce sont les prix du dernier catalogue transmis par les différents titulaires à l'ensemble des services mentionnés à l'article 5.1 du présent document, qui s'appliquent.

20.9 Modalités de facturation

La monnaie de comptes du présent marché est l'euro (€).

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et indiquera sur sa facture son numéro de TVA intracommunautaire.

Suite à l'émission du bon de commande, les prestations sont réglées par demande du titulaire via la transmission d'une facture.

Les montants détaillés de chaque facture sont ceux du ou des catalogue(s) en vigueur à la date figurant sur le bon de commande. **Pour les catalogues de prix hors frais de transport / de livraison / de port, peuvent se rajouter les frais de livraison facturés sur la base d'un justificatif du transporteur ou des frais de poste.**

Seuls les frais de transport / de livraison / de port des commandes inférieures à 1000 € HT (par bon de commande) peuvent être facturés. Toutes les commandes supérieures à 1000 € HT sont franco de port.

Les factures sont réglées après vérification des prestations réalisées et admission, conformément à l'article 16 du présent CCAP. Le paiement intervient après constat du service fait.

Chaque facture devra impérativement indiquer les mentions obligatoires listées à l'article 242 *nonies A* du code général des impôts, notamment :

- le numéro de la facture ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'identification du titulaire (sa raison sociale, son adresse, son N° de SIRET ou de SIREN, son N° de TVA intracommunautaire) ;
- le montant de la facture HT, le montant TTC et le montant de la TVA ;

Outre ces mentions légales obligatoires, les factures devront répondre au minimum aux modalités suivantes :

- la référence du présent marché,
- le numéro du bon de commande,
- les dates des prestations effectuées,
- le numéro du compte bancaire du titulaire.

Les factures seront remises au CERAH dans le mois suivant la fin des prestations. La fin des prestations s'entend, contrôles et vérifications effectués.

Il est spécifié que, sur chaque facture, devra apparaître la même adresse, la même raison sociale (même N° de SIREN), le même mode de paiement et la même désignation de prestations que ceux du marché.

À la réception de la facture, le pouvoir adjudicateur :

- soit accepte la facture et procède alors au règlement ;
- soit la rectifie et la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections en application de l'article 30.3 du CCAG/FCS. Le montant de la somme à régler au titulaire est alors arrêté par le pouvoir adjudicateur et est notifié au titulaire. Passé un délai de quinze (15) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant ; le règlement de la prestation est considéré comme définitif.

Chaque facture sera accompagnée :

- des pièces nécessaires à la justification de paiement.

20.10 **Modalités de dépôt des factures**

Pour les commandes effectuées par le **CERAH**, les factures sont transmises sous forme dématérialisée à l'INI/CERAH (N° de SIRET : **180 007 023 00047** ; code service : **CERAH**) sur le site Internet Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) par saisie manuelle ou par dépôt d'un fichier numérique au format "PDF" ou "XML".

Pour les commandes effectuées par le **CRPT**, les factures sont transmises sous forme dématérialisée à l'INI/CERAH (N° de SIRET : **180 007 023 00013** ; code service : **SAA**) sur le site Internet Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) par saisie manuelle ou par dépôt d'un fichier numérique au format "PDF" ou "XML".

Pour toutes informations complémentaires, le titulaire est invité à se rendre à l'adresse suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

20.11 **Délai global de paiement et intérêts moratoires**

Le délai global de paiement (DGP) des sommes dues en exécution de marché est fixé à trente (30) jours conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique (CCP). Le DGP court à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée Chorus Pro (2° de l'article R2192-15 du CCP).

Le DGP peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles R2192-27 à R2192-30 du CCP, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

En application de l'article L.2192-13 du CCP, le dépassement du DGP ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou du sous-traitant admis au paiement direct, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du DGP ou l'échéance prévue au contrat et d'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du CCP, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Conformément à l'article D2192-35 du CCP, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, due dès le premier jour de retard, s'ajoute aux intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal (article R2192-36 du CCP).

Point de départ du délai de paiement des avances.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations qui correspondent à l'avance si un tel acte est prévu ou, à défaut, de la date de notification du contrat.

Point de départ pour les autres délais de paiement.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R. 2192-17 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de décision d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Pour le paiement des règlements partiels définitifs et du solde, conformément à l'article 11.7.1 du CCAG/FCS le titulaire ne peut envoyer la demande de paiement qu'à compter de la décision d'admission des prestations.

ARTICLE 21 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

21.1 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie financière ne sera appliquée à ce marché.

21.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois (article R2191-3 du Code de la commande publique).

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification du bon de commande.

Par application de l'article R2191-10 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé par le pouvoir adjudicateur à 5 % du montant initial du bon de commande.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

ARTICLE 22 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCE

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R. 2191-45 à R.2195-63 du code de la commande publique concernant la cession ou au nantissement des créances. La personne habilitée à fournir les renseignements visés à l'article R. 2191-60 du code est l'acheteur.

ARTICLE 23 MODIFICATION, CHANGEMENT DU TITULAIRE

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait suite à une opération de restructuration de la société, notamment par rachat, fusion, fusion-absorption, absorption, acquisition ou insolvabilité, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des justificatifs correspondants aux modifications se rapportant aux éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de rachat, fusion, fusion-absorption, absorption, acquisition ou insolvabilité et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41-1°-h) du CCAG-FCS.

ARTICLE 24 CESSIION DU MARCHÉ PUBLIC

La cession du marché par le titulaire ne peut se faire que dans les conditions prévues par le 2° de l'article R2194-6 du Code de la commande publique. Il ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable et exprès de l'Institution nationale des Invalides qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux exigés du candidat lors de la mise en œuvre du marché.

L'Institution nationale des Invalides disposera d'un délai d'un (1) mois pour se prononcer, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession formulée de manière détaillée par le prestataire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le prestataire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas de refus de l'Institution nationale des

Invalides d'agréer le cessionnaire, l'Institution nationale des Invalides pourra mettre le prestataire endemeure de lui proposer un autre remplaçant dans un délai de trente (30) jours calendaires. Passé ce délai, ou en cas de nouveau refus motivé de l'Institution nationale des Invalides, le contrat sera poursuivi aux conditions antérieures.

ARTICLE 25 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Institution nationale des Invalides par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, l'Institution nationale des Invalides adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du liquidateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 26 RÉSILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En complément de l'article 41 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour faute du titulaire pour ce motif et sans mise en demeure préalable, sauf dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, et à condition qu'il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 27 FORCE MAJEURE

Dans les cas de force majeure tels qu'habituellement reconnus par la loi et la jurisprudence, rendant impossible la réalisation du présent marché pour quelque raison que ce soit, le contrat pourra être résilié de plein droit sans formalité judiciaire et il n'est dû de dédommagement d'aucune sorte de part ou d'autre.

ARTICLE 28 LITIGES

28. 1 Recours gracieux

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

En application de l'article 37 du CCAG-FCS, tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur

dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

28.2 Règlement amiable des litiges et des différends

Le titulaire ou la personne publique pourra également demander que les litiges et différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient, conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique, soumis à l'avis du comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés du siège de l'établissement. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris :
Préfecture de la région Île-de-France – 5 rue Leblanc – F-75911 Paris Cedex 15.

Tél : +33 1.82.52.42.72 - Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

28.3 Recours contentieux.

Pour tout différend ou litige qui s'élèverait entre les parties, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège du pouvoir adjudicateur contractant, à savoir : le Tribunal administratif de Paris

– 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04. Téléphone : +33 1.44.59.44.00 - Télécopie : +33 1.44.59.46.46. Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 29 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Objet de la dérogation
3.1	4.1	Pièces contractuelles
5.2	3.4.3	Délai de récusation d'un remplaçant (effectif du titulaire)
16	20.2.2	Propriété des emballages
16	20	Responsabilité du titulaire lors des livraisons
17	30.1	Délai des vérifications quantitatives et qualitatives
18	14.1.3	Exonération de pénalités
18	14.1.1	Pénalités de retard
20.3	10.1.3	Prix